Gouvernance publique : Le Premier ministre ouvre la première session de validation des manuels de procédures

MALI

1829

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 19 AOUT 2025

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION







18 août 2020 – 18 août 2025

Du rêve démocratique au verrouillage autoritaire



Mali : L'INPS offre cinq bourses d'études aux pupilles



Tiébilé Dramé : Un Hommage à un Pilier de la Presse Malienne


Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU
TERRORISME
AU MALI

Sommaire «







Une /

Édito 18 août 2020 – 18 août 2025 : Du rêve démocratique au verrouillage autoritaire **P.4**

Brèves /

Mali : L'INPS offre cinq bourses d'études aux pupilles **P.11**
Bénin : Un bus malien un fleuve **P.11**
Mali–France : Le sort contrasté des détenus relance le débat sur la souveraineté et les immunités diplomatiques **P.12**
Riposte anti-jassides :La CMDT passe à l'offensive **P.12**
Mali :Deux saisies en une journée **P.13**
Au Mali : La route du développement passe par le développement de la route **P.13**

Actualité /

Tiébilé Dramé : Un Hommage à un Pilier de la Presse Malienne15 **P.15**
Informer au Mali : Entre crainte, flou et superflu ! **P.17**

Politique /

Montesquieu et l'Afrique :« Seul le pouvoir arrête le pouvoir »… mais à condition de l'adapter à nos réalités **P.20**
Gouvernance publique : Le Premier ministre ouvre la première session de validation des manuels de procédures **P.22**

Culture & société /

La sagesse malienne au service de la stabilité :Trois proverbes pour un avenir solidaire **P.25**

International /

Côte d'Ivoire : Laurent Gbagbo rejette le quatrième mandat de Ouattara et appelle à la mobilisation **P.26**
Sommet Alaska :Trump et Poutine affichent la cordialité **P.28**

Sport /

Transfert : Deux joueurs maliens de Montpellier s'envolent vers de nouveaux horizons **P.30**

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko

18 août 2020 - 18 août 2025

Du rêve démocratique au verrouillage autoritaire

Cinq années se sont écoulées depuis le putsch du 18 août 2020 qui renversa Ibrahim Boubacar Keïta. Aujourd'hui, loin des promesses initiales de transition vers la démocratie, le Mali semble avoir entamé une impasse politique.

À l'été 2020, l'opposition rassemblée au sein du M5-RFP salua la chute d'IBK comme le début d'une nouvelle ère. Le régime militaire, incarné par le CNSP de Goïta, avait promis une transition rapide vers des élections libres. Mais cette transition a peu à voir avec un passage vers une gestion civique du pouvoir : les institutions ont été dissoutes, les partis politiques interdits, et l'avenir placé entre les mains du Général Assimi Goita.

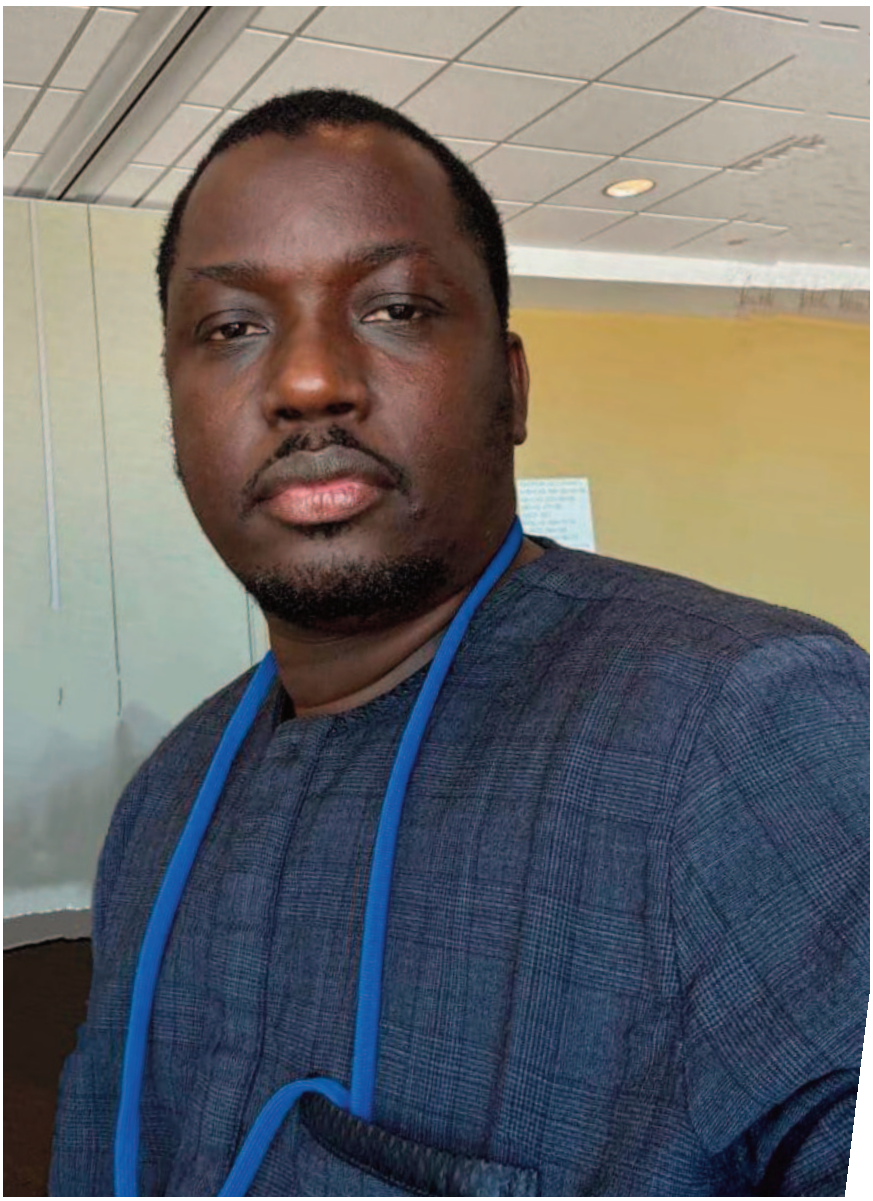
Les engagements des militaires en faveur d'un retour à la démocratie avant 2022 ou 2024 ont volé en éclats. En juin 2025, les autorités de la transition a adopté un projet de loi octroyant à Assimi Goïta un mandat présidentiel renouvelable, parfaitement automatique, sans élection.

Au lendemain du coup, le M5-RFP apparaîssait comme un allié inattendu de la transition plusieurs de ses figures furent cooptées dans le gouvernement transitoire. Le premier ministre Choguel Kokalla Maïga, à l'époque président du M5, est nommé en juin 2021. Mais ce geste s'est rapidement révélé purement symbolique : Choguel Maïga n'y exercera que peu d'influence réelle, d'autant plus que ses critiques à l'égard du régime lui valurent sa destitution et, en février 2025, la rupture officielle entre le M5-RFP et l'ex CNSP.

D'autres figures du mouvement ont été arrêtées Oumar Mariko, Adama Ben le Cerveau, Issa Kaou N'Djim, Clément Dmbélé, ect. et maintenant Choguel Maiga, entre autres et l'espace civique malien s'est rétréci drastiquement.

L'ex CNSP (Comité national pour le salut du peuple), érigé en organe dirigeant après le coup d'état, n'était que le premier maillon d'un régime autoritaire consolidé. Le Conseil National de Transition, installé fin 2020, fut largement dominé par les forces de sécurité, le M5 disposant d'une faible représentation. Depuis, tous les contre-pouvoirs ont été érodés : la dissolution des partis, l'annulation du rôle de chef de l'opposition et la criminalisation de la critique publique témoignent d'un pouvoir verrouillé

La trajectoire officiellement appelée « transition politique » s'est transformée en verrouillage autoritaire de facto. Le régime a rejeté les





calendriers de la CEDEAO, annulé les promesses d'élections et neutralisé toute forme de dissidence tout en renforçant ses liens régionaux en particulier via l'Alliance des États du Sahel (AES), qui propose une coopération économique intégrée avec ses voisins plutôt que la démocratie pluraliste

En mai 2025, les premières grandes manifestations pro-démocratie apparaissent à Bamako un sursaut citoyen après quatre années d'assignation au silence. Mais dans un contexte où la répression s'accroît arrestation de figure politiques, arrestation de personnalités comme Maïga (août 2025), opérations contre





des opposants réels ou supposés (généraux, Français), la peur et l'incertitude règnent

Le bilan est sans appel. Cinq ans après la chute d'IBK, le Mali est toujours sous un régime militaire dont le chef s'accroche au pouvoir sans obligation démocratique. Le M5-RFP, jadis fer de lance du changement, est désormais marginalisé, ses cadres persécutés. L'ambition d'une transition partagée est remplacée par une dérive autoritaire, fondée sur la souveraineté autoproclamée et le contrôle absolu.

Depuis l'insurrection qui avait soulevé l'espoir d'une refondation nationale, l'élan démocratique s'est fracassé. Le Mali est désormais une nation non pas en voie de restauration républicaine, mais dans les limbes d'une transition sans échéance démocratique. Le M5-RFP, dont le positionnement stratégique a fini par dissoudre sa capacité d'influence, demeure aujourd'hui relégué malgré une base populaire encore vivace.

Le vrai défi est là : redonner aux Maliens l'espoir d'une dignité politique. Mais pour l'heure, la route reste obscure.

Moctar Sow



Yachim Maiga



Depuis mardi 12 août 2025, mon frère et ami Choguel est loin de sa famille et de ses amis.
Pour l'accompagner dans cette dure et insoutenable épreuve qu'il endure, je me tourne vers ce poème à lui dédié le 27 août 2024, c'est à dire presque une année jour pour jour. La rediffusion de ce poème est mon soutien à toi Choguel et ma prière quotidienne pour toi.
Légende photo:
À gauche: 16 nov 2024, à Bko
À droite: Aout 1985, à Moscou (Choguel à gauche et moi à droite en chemise blanche)
Voici le poème:
Pourquoi tout ça ?
Choguel, mon ami,
Pourquoi tant de haine envers toi ?
Pourquoi tant de méchanceté contre ta personne ?
Pourquoi tes soutiens t'en veulent ?
Pourquoi ceux à qui tu fis du bien se retournent contre toi ?
Pourquoi es-tu toujours là ; stoïque comme un roc ?
Pourquoi continues-tu d'avaler tant de couleuvres ?
Pourquoi ne réponds-tu pas enfin à ceux qui te vilipendent ?
Pourquoi ne réponds-tu pas enfin à ceux qui te traînent dans la boue?
Pourquoi ne réponds-tu pas enfin à ceux qui s'attaquent à ton intégrité ?
Pourquoi continues-tu de garder espoir quand bien même tu reçois des feux de tous les côtés ?
Pourquoi crois-tu que tout ira pour le mieux ?
Pourquoi toi ?
Pourquoi toujours toi ?
Cher ami et ainé,
J'ai certaines des réponses à toutes ces interrogations
Moi ton ami de plus de quarante ans
Je sais d'où tu viens,
Je sais qui tu es.
Déjà adolescent, a 14 ans, fils unique, n'a tu pas engagé un combat titanesque pour récupérer les terres spoliées de ton défunt papa ?
Contre l'injustice familiale tu t'es levé,
Contre cette injustice tu as gagné.
Etudiant à Moscou, tu t'es battu pour réussir l'unité des étudiants et stagiaires maliens dans le pays de Lénine
Oh, que ne se souvient-on du combat epique qui t'a porté à la tête de cette association !
Tu conquis aussi, toujours à Moscou, la reconnaissance des etudiants étrangers de l'Institut de telecommunication qui te porterent à la tête de leur Association;
Oui, tu as toujours été un combattant des idéaux et des valeurs justes. Dans l'après 26 mars 1991 incandescent, tu t'es dressé pour l'appropriation de l'héritage de l'Union Démocratique du Peuple Malien, le parti unique,
Alors, contre les pontes du mouvement démocratique, tu as assumé quand beaucoup d'anciens dignitaires ont mis le cap sur les nouveaux horizons.
Oui, cher frère, ce combat titanesque tu l'as porté haut et fort,
Tu l'as encore porté trente ans après,
Avec constance, tu as répondu présent sur les chantiers de la refondation du Mali
Ecarté pendant les neuf premiers mois de la nouvelle Transition, tu n'as jamais vacillé
Rivé à tes convictions, tu as tenu
Ton accession à la Primature vient de là
De là aussi que vient la source de tous les pavés qui te tombent sur la tête
Certains de tes compagnons sont devenus subitement tes adversaires
Certains de tes adversaires sont devenus tes ennemis
Tant de haine !
Tant de méchanceté !
Mais résister est dans ton être.
Compagnon de tous les jours, je témoigne ;
Je témoigne de cette barbarie verbale qui te touche, toi et des proches;
Je témoigne de ta résistance envers et contre tous ;
Je témoigne de ton engagement pour le Mali et pour l'Afrique ;
De cette dédicace tes adversaires n'en n'ont cure.
Tu animes des conférences ;
Tu écris des livres ;
Tu informes ;
Tu éduques ;
Mais pour tes adversaires, il ne s'agit que de toi :
Tu ne mènes qu'un combat personnel.
Et voilà qu'un pantin virulent met le feu à un de tes ouvrages
Publiquement, au Centre International de Conférences de Bamako, haut lieu, dédié à la culture ;
Cette même salle, temoin de l'investiture du Colonel Assimi Goita, aux destinées de la Transition;
Vois-tu compagnon jusqu'où se trouvent les poubelles et les éboueurs malsains !
Vois-tu jusqu'où peut aller la bêtise dans ce pays qui a connu Mansa Aboubakari Filana, Ahmed Baba, Ahmadou Hampate Ba, Banzouma Sissoko... ;
Mais, tiens bon.
Je sais que tu tiendras bon parce qu'il ne s'agit pas de toi ;
Tu tiendras bon pour le Mali d'aujourd'hui ;
Tu tiendras bon pour l'avenir.
En bon seigneur tu ne porteras pas de plainte ni contre des politiques encore moins des journalistes.
Tu auras la justice des consciences claire,
Tu auras la rétribution de tes compatriotes qui sont contre l'intolérance

N'est-ce pas une autre forme de l'extrémisme que tout le Mali combat?
Assurément!
Dans la douleur subie,
Devant l'incompréhension de posture, une de nos nièces m'a approché
Les yeux embués elle me dit :
Tonton, pourras tu dire à ton compagnon de « leur laisser leur chose»;
S'il te plait dis à Tonton de se reposer ;
Je l'ai écoutée, c'est tout ;
Car je sais que tu n'en feras point ;
Parce que leur chose-là est aussi ta chose ;
Parce que tu t'es assermenté de longue date pour le Mali.
Un silence épais s'est instauré entre la nièce et moi.
Te connaissant, le coassement des grenouilles n'empêche pas l'éléphant de boire;
Tu ne reculeras pas ;
Tu ne renonceras pas ;
Tu ne parles que du Mali ;
Tu n'agis que pour l'Afrique ;
Demain sera radieux./.
Ton ami frère de 42 ans
Yachim Maiga





Issa Kaba

Félicitations du Salon des médias au Mali au nouveau bureau de l'Association des Éditeurs de Presse Privee au Mali(ASSEP)



SAM MALI
Salon des Médias au Mali

Salon des Médias au Mali
Bamako, Mali
76 42 34 50 / 76 19 53 93

COMMUNIQUE N°005/25 SAM MALI

L'Association Salon des Médias adresse ses vives félicitations à Boubacar YALCOUYÉ, élu le samedi 16 août dernier à la tête de l'Association des Éditeurs de Presse Privées au Mali l'ASSEP.

Le Salon des Médias, salue l'esprit de consensus entre les différents candidats durant le processus et félicite le président sortant Ousmane Dao pour son leadership.

Le Salon des Médias, renouvelle son engagement à accompagner le bureau ASSEP dans toutes les activités allant dans le sens de l'épanouissement de la presse malienne.

Le Salon des Médias, invite le nouveau bureau à travailler avec l'ensemble de la presse malienne pour une bonne cohésion.

Fait à Bamako, le 18 août 2025

Le Président de l'Ass SAM MALI

Djibril SACKO
Médaillé du Mérite National avec Effigie Abeille

Tidiane Seriba Diarra



Alino faso est arrivé dans son pays dans un cercueils . C'est l'image que le régime watarien du dromadaire envoie au monde.

MEL ESSIS Média TV

Urgent !
Suite à la sortie du Pr ARTHUR BANGA hier sur NCI...
Enfin, une bonne nouvelle au PDCI-RDA.
La direction du PARTI a trouvé une alternative au candidat TIDJANE THIAM suite à la tentative de radiation de la liste électorale.
Une demi-douzaine de cadres compétents du PDCI-RDA dont vous trouverez les photos sous ce post pourront remplacer le président TIDJANE THIAM et aller aux élections présidentielles 2025.
Merci de les regarder jusqu'au bout.
PS: enfin TIDJANE THIAM accepte le plan B, C et D..
Surtout remercions Pr ARTHUR BANGA qui fait bouger les choses



223TV

La dépouille de Alino Faso vient d'arriver à l'aéroport en provenance de la Côte d'Ivoire
Paix à son âme



Ras Dial Ras Dial



#Mali : L'ancien PM Choguel Kokala MAÏGA sera présenté demain mardi 19 Août 2025 au Procureur Général de la Cour suprême.

Moustapha Siby



«cinq ans d'hypnose malienne, toujours pas de reveil »
Le 18 août 2020 – 18 août 2025 : cinq ans de cirque malien.
Joyeux anniversaire à la junte ! Celle qui rêve d'être reconnue comme le chantre d'un régime unanimement élu et adulé par son peuple... et qui, en réalité, tient 23 millions de Maliens en otage avec le plus grand tour de prestidigitation politique jamais tenté : "Regardez ici, pendant qu'on détruit tout là-bas !" Un spectacle digne d'un cirque de troisième zone, mais où chaque spectateur paie de sa misère le prix du billet.
On nous avait promis la refondation. Résultat : la défonce nationale. Toute trace de démocratie a été méthodiquement démontée, broyée, repeinte aux couleurs du drapeau et vendue comme "victoire du peuple". Un recyclage politique qui ferait pâlir n'importe quelle décharge. Cinq ans de slogans patriotiques débités avec la ferveur d'un télé-évangéliste sous amphétamines. Cinq ans de promesses de lendemains radieux, façon marabout de quartier qui promet mariage et fortune. La seule fortune ? Dans leurs poches. Le seul mariage éternel ? Avec le pouvoir.
Le "peuple souverain" ? Simple figurant d'une tragédie burlesque. Sommé d'applaudir, de danser, de fermer sa bouche. Transparence ? Oui, elle existe : on voit au travers de leurs promesses tellement elles sont creuses. Et si tu oses douter, pas de panique : leurs "porte-paroles" — experts en insultes publiques plutôt qu'en idées — se chargent de te remettre à ta place. Et l'école ? Oubliée. Les infrastructures ? Vingt kilomètres en cinq ans : performance olympique de stagnation. La santé ? Inutile de s'y attarder, on risquerait une dépression collective. L'insécurité ? Record battu : pas un seul recoin du pays n'est épargné.
Et la télévision nationale, ce temple de l'absurde ? On y danse, on y chante, on y rit... mais pas une seule émission sérieuse sur la paix, pas un seul débat où un Malien érudit — prenons nos frères Peulhs comme exemple — pourrait donner son point de vue, proposer des solutions, éclairer le peuple. Non, à la télé, le sérieux est hors antenne. La paix ? Invisible. Les voix érudites ? Muettes. Le pays ? Condamné à applaudir le vide.
Que souffle-t-on sur ce gâteau d'anniversaire ? Cinq bougies, oui... mais sans lumière : l'électricité aussi a disparu. Leur chef-d'œuvre ? Avoir transformé le mensonge en art national et le désespoir en routine quotidienne.
Bref, joyeux anniversaire à la junte : cinq ans de bluff, cinq ans de mirage, cinq ans de "refondation" façon démolition contrôlée. La suite ? On attend avec résignation la saison 2 de la série à succès : "Comment ruiner un pays en dix leçons".
Dire qu'on croyait Amadou Aya Sanogo le pire malheur jamais tombé sur le Mali... Aujourd'hui, à côté de ces illusionnistes, il ressemble presque à un prophète. Seule consolation : l'histoire, implacable,

nous l'a toujours montré — quand un groupe prend le pouvoir par la force, il finit toujours par s'entredéchirer. Une jurisprudence universelle. Relisez le manuel des tyrans : la fin du spectacle est déjà écrite.
MOUSTAPHA SIBY
(à la une



Les maliens unis pour le Mali

Peuple Triangulaire · 1 h ·
Si l'Alliance des États du Sahel (AES) avait existé en 2011, Kadhafi ne serait pas tombé, et la crise sécuritaire qui ravage aujourd'hui le Sahel n'aurait jamais trouvé de terreau.
Un mot pour les gardiens de l'AES : vous êtes devenus le cauchemar de la DGSE française.



Bamako Bamada

Défense de la mémoire du colonel Koké Dembélé
Des rumeurs infondées circulent, associant à tort le colonel Koké Dembélé à l'affaire du char malien exhibé à Ouagadougou en 1985.
La vérité historique est claire :
En 1985, Koké Dembélé était chef d'État-major de l'Armée de Terre, pas chef d'État-major général des Armées.
Le char en question relevait d'un épisode sur le front sud, sous d'autres commandements.
Son rôle durant la guerre Mali–Burkina a été marqué par efficacité, discipline et engagement patriotique.
Le colonel Dembélé, décédé en 2013, mérite respect et reconnaissance, et non des amalgames injustes.
Pour découvrir l'article complet, détaillé et documenté, le lien est dans le 1er commentaire.





Kingboyofficiel

#URGENT #BurkinaFaso Le gouvernement rejette le rapport de l'ONU et déclare la Coordinatrice résidente persona non grata



Mali : L'INPS offre cinq bourses d'études aux pupilles



L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) a posé un acte hautement symbolique et porteur d'espoir en attribuant cinq bourses d'études aux pupilles de la Nation. La cérémonie de remise s'est tenue ce lundi à la Maison des Aînés, sous l'égide de l'Office National des Pupilles en République du Mali (ONAPUMA), en présence de plusieurs membres du gouvernement et partenaires institutionnels. Ces bourses visent à soutenir la scolarité de jeunes particulièrement vulnérables, en leur donnant les moyens de poursuivre leurs études dans des conditions plus sereines. Pour le directeur général de l'INPS, M. Ousmane Karim Coulibaly, il s'agit d'« un appui essentiel qui traduit l'engagement de l'INPS à accompagner l'éducation des pupilles et à investir dans leur avenir ».

Dans un pays où l'accès à l'éducation reste un défi majeur pour de nombreuses familles, ce geste s'inscrit dans une dynamique plus large de solidarité et d'inclusion sociale. Il complète d'autres actions menées lors de cette journée, parmi lesquelles la distribution de tablettes numériques aux meilleurs élèves et le don de bancs scolaires, autant d'initiatives destinées à encourager la réussite et l'égalité des chances.

La cérémonie a également été marquée par la présence remarquée de plusieurs membres du gouvernement, dont Mme Doumbia Mariam Tangara, ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable, et le Colonel Assa Badiallo Touré, ministre de la Santé et du Développement social. Leur participation témoigne de l'importance que les autorités maliennes accordent à la protection et à l'accompagnement des pupilles de la Nation.

En attribuant ces bourses, l'INPS contribue non seulement à l'épanouissement personnel et scolaire des bénéficiaires, mais aussi au renforcement de leur insertion sociale. Cet appui s'inscrit dans une vision plus globale : celle de bâtir un Mali plus juste, solidaire et résolument tourné vers l'avenir de sa jeunesse.

« Chaque enfant soutenu est une victoire pour l'avenir du pays », a résumé un intervenant, soulignant que la réussite éducative des pupilles constitue un levier fondamental pour consolider la résilience nationale.

Fatou Sissoko

Bénin : Un bus malien un fleuve



Un grave accident de la route s'est produit au Bénin dans la nuit du 16 au 17 août 2025, laissant de nombreuses victimes et des blessés. L'accident a impliqué un bus malien qui a perdu le contrôle et est tombé dans le fleuve Zou. Les autorités locales ont rapidement réagi en déployant des équipes de secours sur les lieux pour porter assistance aux personnes affectées.

Louis G. Vlavonou, le Président de l'Assemblée nationale béninoise, a relayé l'information concernant cette tragédie. Dans un message officiel, il a exprimé sa profonde compassion et solidarité envers les familles des victimes ainsi qu'envers les rescapés de l'accident, au nom de l'Assemblée nationale et en son propre nom.

À ce stade, le bilan exact des victimes et des blessés n'a pas encore été confirmé. Une enquête est en cours pour déterminer les circonstances exactes de cet accident et éclaircir les facteurs qui ont conduit à cette tragédie. Les autorités compétentes travaillent activement pour recueillir des informations et apporter des réponses aux questions soulevées par cet événement dévastateur.

Cet accident de la route au Bénin souligne une fois de plus l'importance de la sécurité routière et de la prévention des accidents. Il met en lumière la nécessité de mesures supplémentaires pour assurer la sécurité des usagers de la route et prévenir de telles tragédies à l'avenir.

Nos pensées et nos prières vont aux familles des victimes, aux blessés et à tous ceux qui ont été affectés par cet accident. Nous espérons que les autorités pourront rapidement fournir des informations supplémentaires sur l'accident et que des mesures seront prises pour éviter que de tels événements ne se reproduisent à l'avenir.

Fatou Sissoko

Mali–France : Le sort contrasté des détenus relance le débat sur la souveraineté et les immunités diplomatiques



La récente arrestation de plusieurs dizaines de personnes dans le cadre d'un présumé complot de déstabilisation continue d'agiter la scène politique et diplomatique malienne. Au cœur de la controverse : le cas de Yann Vezilier, citoyen français, accusé par Bamako d'être un agent des services de renseignement français. Alors que les autorités maliennes l'accusent d'avoir orchestré des contacts entre militaires et civils pour fragiliser le pays, Paris dément formellement et réclame sa libération immédiate.

Le ministère français des Affaires étrangères a réagi pour la première fois le 16 août, qualifiant les accusations « d'infondées ». Selon Paris, Vezilier n'est pas un agent secret mais un employé « dûment accrédité » de l'ambassade de France à Bamako, bénéficiant des immunités prévues par la Convention de Vienne. En vertu de ce statut diplomatique, il ne peut être poursuivi ni détenu par les autorités locales. La diplomatie française a donc appelé à sa libération « sans délai », tout en engageant des discussions avec les autorités de transition.

Mais la question soulève un paradoxe qui met Bamako face à une équation complexe. Alors que la France défend son ressortissant au nom du droit international, plus d'une cinquantaine de Maliens – dont les généraux Abass Dembélé et Nema Sagara – restent en détention pour leur implication présumée dans le même complot.

Pour de nombreux observateurs, cette situation illustre la difficulté pour les autorités maliennes de concilier deux logiques : d'une part, l'obligation de respecter les conventions diplomatiques, notamment la Convention de Vienne qui protège les agents accrédités ; de l'autre, la nécessité d'appliquer avec fermeté la loi nationale à des citoyens accusés de complot contre la sûreté de l'État.

Ce contraste nourrit des interrogations légitimes au sein de l'opinion publique : comment justifier que le ressortissant étranger, accusé par Bamako d'avoir joué un rôle central dans le projet de déstabilisation, puisse être libéré au nom des règles diplomatiques, tandis que des généraux maliens et des civils restent derrière les barreaux ? La question touche au cœur de la souveraineté nationale et risque d'alimenter un sentiment d'injustice au sein de la population.

Pour l'heure, l'État malien n'a pas précisé la suite judiciaire réservée à ses propres ressortissants ni la position officielle qu'il entend adopter face aux pressions françaises. Entre respect du droit international et exigence de justice interne, Bamako devra trancher dans un dossier où se mêlent sécurité nationale, rapports de force diplomatiques et perception populaire.

Yacouba Ongoiba

Riposte anti-jassides : La CMDT passe à l'offensive



La CMDT (Compagnie Malienne pour le Développement du Textile) a récemment mis en place une réponse proactive face à l'agression précoce des jassides sur les cotonniers dans les champs de coton au Mali. Cette initiative vise à protéger les cultures de coton des dégâts potentiels causés par ces insectes nuisibles.

Le 4 août, la CMDT a livré 30 000 doses d'insecticides homologués à Sikasso, et une nouvelle phase de distribution est en cours avec 10 000 litres actuellement en train d'être déployés dans les zones de Bougouni, Kita et d'autres localités cotonnières du pays. Tiassé Coulibaly, 2 vice-président de la Confédération des Sociétés Coopératives des Producteurs de Coton, a déclaré : « Ce n'est qu'un début. Le reste des produits sera livré dans toutes les zones CMDT et OHVN. »

Cette opération est menée sous la direction du Président Directeur Général de la CMDT, Dr Kouloumégué Dembélé, dans le cadre d'une riposte d'urgence visant à protéger les rendements de la campagne 2025/2026. Le Gouvernement de la Transition apporte un soutien total à cette initiative, démontrant son engagement envers la filière coton qui est un pilier de l'économie rurale malienne.

D'autres livraisons d'insecticides suivront dans les prochains jours pour couvrir toutes les zones concernées par cette problématique. Cette action coordonnée entre la CMDT, les autorités gouvernementales et les acteurs de la filière coton démontre une volonté commune de protéger et de soutenir l'agriculture cotonnière au Mali.

Mohamed N'Diaye

Mali: Deux saisies en une journée



Le 16 août 2025 au Mali, les douaniers maliens ont mené avec succès deux opérations de saisie qui ont abouti à la découverte de drogues et de marchandises illicites, démontrant ainsi l'efficacité et la vigilance des services douaniers dans le pays.

La première saisie s'est déroulée dans la communauté de Zantiguila, où les douaniers ont arrêté un véhicule transportant des sacs de céréales et des cartons de savon lors d'un contrôle de routine. Après une inspection minutieuse, les agents ont découvert une cache sophistiquée contenant 210 balles de tissus fancy, dissimulées sans documents légaux par le conducteur. Cette opération a mis en lumière l'importance des contrôles approfondis pour détecter les activités de contrebande.

La deuxième opération s'est déroulée au bureau secondaire des douanes d'Hérémakono, où les agents ont intercepté un bus de transport contenant 28 paquets de résine de cannabis. Malgré la dissimulation habile des drogues, les douaniers ont réussi à les repérer, soulignant ainsi leur expertise et leur détermination à lutter contre le trafic de drogues.

Ces deux saisies ont été rendues possibles grâce à un renseignement efficace et à des actions préventives bien menées par les douanes maliennes. Elles témoignent de l'engagement des autorités à mettre un terme à la fraude et au trafic illicite, renforçant ainsi la sécurité et l'intégrité des frontières du Mali.

Moussa Diarra

Au Mali : La route du développement passe par le développement de la route



On parle de souveraineté, de mines d'or, de coton, d'énergie, de sécurité... mais on oublie l'essentiel : la route. Un pays sans routes dignes de ce nom est un pays enclavé, enfermé dans ses propres frontières, incapable de transformer ses richesses en prospérité. Le Mali en est l'illustration parfaite : un territoire vaste comme l'Europe de l'Ouest, mais une voirie nationale digne d'un village abandonné.

Combien de projets économiques avortés, combien de vies perdues, combien de régions laissées pour compte, simplement parce qu'on ne peut pas circuler ? Du Nord au Sud, de Kayes à Gao, il suffit d'emprunter nos « axes stratégiques » pour comprendre pourquoi le Mali stagne depuis des décennies. Les routes sont soit inexistantes, soit impraticables, soit à la merci des coupeurs de route et des groupes armés.

Comment parler de développement agricole si le producteur ne peut pas acheminer sa récolte au marché ? Comment envisager l'industrialisation si l'usine ne reçoit pas ses matières premières à temps ? Comment promouvoir le tourisme si un simple trajet devient un cauchemar de poussière et de nids-de-poule ?

Le paradoxe est frappant : le Mali regorge de ressources mais reste dépendant, car mal connecté. Ce ne sont pas seulement des routes qu'il nous faut, mais des routes modernes, sécurisées et entretenues. Sans elles, tous les discours sur l'émergence resteront des slogans creux.

Le véritable plan Marshall du Mali devrait être un plan routier national. Une autoroute Bamako–Kayes–Dakar pour connecter le Mali à l'Atlantique. Une transsaharienne Bamako–Tombouctou–Gao–Kidal pour réintégrer le Nord au reste du pays. Des routes secondaires solides pour désenclaver Sikasso, Koulikoro, Mopti. Sans cela, pas de décentralisation, pas d'intégration, pas d'unité nationale.

Alors oui, la route du développement au Mali passe littéralement par le développement de la route. Tant que les dirigeants privilégieront la construction de palaces pour flatter leur ego plutôt que des routes pour relier leurs citoyens, le pays restera prisonnier de son enclavement. Et un pays qui ne se déplace pas ne progresse pas.

Sambou Sissoko

INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

COMMUNIQUÉ

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa nouvelle politique de dématérialisation des paiements, l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les bénéficiaires de pension et/ou de rente ivoiriennes que les paiements par virement bancaire et mobile money commenceront à partir du 1er août 2025.
Pour ce faire :

- **les pensionnés et/ou rentiers ayant une pension et/ou rente supérieure ou égale à cinquante mille francs CFA (50.000), doivent déposer un relevé d'identité bancaire (RIB) à la direction des relations extérieures.**

- **les pensionnés et/ou rentiers ayant une pension et/ou rente inférieures à cinquante mille francs CFA (50.000), à défaut du RIB, peuvent déposer une fiche d'identification enregistrée au nom du pensionné et authentifiée par l'opérateur de téléphonie à la Direction des Relations Extérieures.**

La Direction Générale de l'INPS sait compter sur la bonne compréhension de tous les pensionnés.

Bamako, le 24 juillet 2025
La Direction Générale

Tiébilé Dramé : Un Hommage à un Pilier de la Presse Malienne



Le 18 août 2021 restera gravé dans la mémoire de la presse malienne comme un jour de deuil et de recueillement. Bandiougou Dante, président de la Maison de la Presse, a prononcé un discours empreint de respect et d'émotion pour rendre hommage à Tiébilé Dramé, une figure emblématique du journalisme malien.

Bandiougou Dante a débuté son discours par une prière, soulignant le caractère sacré de ce moment de deuil. Il a exprimé son humilité face à la tâche de représenter l'ensemble de la presse malienne, reconnaissant que d'autres, plus proches de Tiébilé Dramé, auraient pu prendre la parole. Cependant, en tant que président de la Maison de la Presse, il s'est présenté comme la personne consensuelle pour cet hommage.

Tiébilé Dramé a été décrit comme un homme de communication et de conviction, qui a toujours défendu la liberté d'expression, la dignité et la vérité. Son rôle dans l'avènement de la démocratie au Mali a été comparé à celui d'autres figures marquantes telles qu'Alpha Oumar Konaré et Soumeylou Boubeye Maïga. Son engagement pour la démocratie et les valeurs journalistiques a été souligné à travers son journal, Le Républicain, qu'il a fondé en 1992.

Le discours a retracé le parcours de Tiébilé Dramé à travers deux étapes majeures de sa vie de journaliste. Dans les années 1980, il était une voix familière pour la communauté africaine à Paris, animant l'émission "Diaspora 2000" sur radio Tropic FM. Son sens de l'écoute et son éloquence lui ont permis de créer un lien authentique avec ses auditeurs, portant les préoccupations des Maliens et des Africains à l'étranger.

Après avoir été ministre dans le gouvernement de transition post-1991, Tiébilé Dramé a fondé Le Républicain, un journal devenu une tribune libre et courageuse, défendant les valeurs démocratiques et jouant un rôle essentiel dans

le débat public. En tant que directeur de publication, il exigeait rigueur, sérieux et professionnalisme de ses journalistes.

Tiébilé Dramé a été salué pour sa qualité de journaliste, son flair exceptionnel pour détecter les sujets d'intérêt et son engagement en faveur de la paix. Son héritage en tant que professionnel de la presse et défenseur des valeurs démocratiques restera une source d'inspiration pour les générations futures de journalistes au Mali.

En ce jour de deuil, la presse malienne se souvient et rend hommage à Tiébilé Dramé, un pilier incontournable de l'histoire journalistique du Mali.Tiébilé Dramé, à travers son engagement pour le dialogue et la paix, a ouvert les colonnes du Républicain à divers acteurs, y compris des leaders du Pacte national. Sa courtoisie, sa pondération et sa rigueur professionnelle ont été soulignées lors de son oraison funèbre, mettant en avant le rôle crucial du journal dans l'ancrage de la démocratie malienne.

Le président de la Maison de la Presse a cité des témoignages élogieux d'anciens collaborateurs, louant Tiébilé Dramé en tant que journaliste très professionnel et patron de presse responsable, faisant du Républicain une véritable école de journalisme. Des hommages ont également été rendus à des amis et collaborateurs décédés, tels qu'Adam Thiam, soulignant la richesse de l'entourage de Tiébilé Dramé.

Le discours s'est achevé sur un hommage à son combat inlassable pour la liberté d'expression. Bandiougou Dante a exprimé ses condoléances aux familles, aux collaborateurs, à l'épouse et aux enfants, avant de conclure par une prière pour le repos éternel de Tiébilé Dramé et un émouvant adieu : "Dors en paix, Yougo !"

Fatou Sissoko



Informer au Mali : Entre crainte, flou et superflu !



« Pas de journaliste ! Pas d'information », un principe sacro -saint qui donne à ces hommes et femmes professionnels qui recueillent, vérifient, traitent et diffusent les informations à travers le monde, toute leur valeur. Et cela en toute neutralité, impartialité et objectivité. Qu'en est-il de ce métier, quand le sommet est tenu par des armes et en place et lieu des lois.

Ces deux jours la capitale malienne (Bamako), est couverte d'un manteau de rumeurs, "Arrestations d'officiers et sous-officiers au sein de l'armée". Ni les journalistes encore moins les propagandistes proches du régime militaire en place, ne sont unanimes sur une version. Le flou couvre tout. Tout le monde se méfie. Certains se couvrent avec le conditionnel pour en parler.

En des périodes pareilles, le rôle du journaliste, surtout, la presse écrite qui n'a besoin ni de voix encore moins d'images pour diffuser une information, est crucial. Pour chasser les doutes et donner certitude aux faits réels. Comme le dit si bien la langue "bamanankan" : "Kuna foni" "Qui enlève le doute ". Mais dans un régime militaire où tout le monde se méfie, et les sources et les journalistes, informer devient risqué.

Quand un journaliste appelle une source et essaie de recouper les faits : « Jamais de fumée sans feu », te diront les plus audacieux. Les proches se limiteront à te dire : « Je n'ai pas pu le joindre. Je ne l'ai pas vu depuis un moment. Mais je ne peux pas te confirmer ou t'infirmer de quoi que ça soit », ce qui croient en ton professionnalisme et au sérieux de ton organe, te répondront ainsi.

Le tout est parti de la fameuse maladie de l'ex-Premier ministre Dr. Choguel Kokala Maïga. Le flou qui a couvert ce dossier. « Il était à tel hôpital ». Rumeurs par-ci, rumeurs par-là. Il a fallu des investigations journalistiques pour



informer sur la situation. ''Un Premier ministre qui tombe malade'', rendu tabou et secret d'Etat.

Sur les rumeurs conjuguées au conditionnel présent jusqu'à l'heure où nous mettons sous presse, par les plus audacieux au Mali et ignorées par ceux qui veulent éviter d'avoir à faire avec je ne sais qui, demeurent floues dans le grand superflu. Car même ceux qui ont eu des infos claires et des déductions indéniables, gardent le silence. Peur ou quoi ? On ne sait pas.

Du coup tout le monde s'est mis au ''garde-à-vous'' pour attendre le communiqué du gouvernement qui désormais et depuis un bon moment. Or il reste clair, que : « Pas de journaliste ! Pas d'information ! ». Aussi, d'ajouter : « La nature a horreur du vide » ! Nous attendons !

Koureichy Cissé
Source : Mali Tribune



OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de **23, 918 MILLIARDS FCFA**

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

BAMAKO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

(+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

contact@oclei.ml www.oclei.ml

Montesquieu et l'Afrique : « Seul le pouvoir arrête le pouvoir »... mais à condition de l'adapter à nos réalités



Notre continent est traversé par une crise de gouvernance : concentration du pouvoir, manipulation des constitutions, dépendance des justices, parlements affaiblis. Dans ce contexte, relire Montesquieu peut sembler anachronique. Pourtant, sa réflexion reste une source d'inspiration si nous savons l'approprier, au lieu de tomber dans l'imitation mécanique des modèles occidentaux.

Dans De l'esprit des lois (1748), Montesquieu affirme que « le pouvoir arrête le pouvoir ». La liberté politique n'est pas une absence de règles, mais l'équilibre subtil entre des forces qui se contrôlent mutuellement. Ce principe fondateur du constitutionnalisme moderne n'est pas un dogme figé : il doit être contextualisé. L'erreur serait de copier-coller un modèle institutionnel étranger en croyant garantir la démocratie par des textes importés.

L'Afrique face au défi des institutions importées

Depuis les indépendances, la plupart des constitutions africaines ont été calquées sur les schémas français ou américains, souvent rédigées avec l'appui de cabinets étrangers. Résultat : des institutions fragiles, parfois inopérantes, car déconnectées des dynamiques sociales et culturelles locales. Là où Montesquieu prônait l'équilibre des forces, nos pays ont trop souvent instauré des présidences hégémoniques, transformant l'exécutif en source unique de pouvoir.

L'appropriation culturelle comme condition de réussite

L'enseignement de Montesquieu n'est pas seulement technique. Il nous dit : la liberté se construit par la régulation mutuelle des forces sociales. En Afrique, cela suppose de recon-

naître et d'intégrer nos propres structures de médiation :

•Les chefferies traditionnelles et les autorités coutumières, encore respectées par les populations, peuvent jouer un rôle consultatif ou même institutionnel, à côté des parlements modernes.
•La société civile et les associations communautaires doivent être des contre-pouvoirs légitimes, enracinés dans nos valeurs de solidarité et de palabre.
•Les conseils de sages et de notables, qui ont longtemps régulé les conflits, peuvent être réinventés dans une logique de médiation nationale, en complément de la justice étatique.

Ainsi, la tripartition des pouvoirs peut être réinterprétée : non pas une copie du modèle anglais ou américain, mais une distribution africaine des forces, où l'exécutif, le législatif et le judiciaire sont équilibrés par des mécanismes de contrôle endogènes.

Exemples africains d'adaptation

•Le Botswana : ce pays est souvent cité comme l'un des plus stables du continent. Sa réussite relative tient à la combinaison d'institutions modernes avec le kgotla, une assemblée traditionnelle de délibération communautaire qui assure un dialogue constant entre dirigeants et citoyens. Ici, l'équilibre ne résulte pas uniquement de la Constitution, mais aussi de l'intégration d'une culture politique enracinée.
•L'Afrique du Sud : après l'apartheid, la mise en place d'une Cour constitutionnelle indépendante a permis de créer un véritable contre-pouvoir, capable de censurer des décisions gouvernementales, y compris celles de l'exécutif. Ce modèle reste fragile, mais il illustre l'esprit montesquieuien adapté à un contexte africain marqué par de fortes inégalités.
•Le Ghana : la Commission de justice et de nomination des juges de la Cour suprême, validée par le Parlement, a renforcé la confiance dans la justice et limité la mainmise de l'exécutif. Le Ghana illustre que la démocratie représentative peut se consolider si des mécanismes transparents de contrôle institutionnel sont introduits.
•Le Rwanda (cas particulier) : le pays a su mobiliser ses structures communautaires, les gacaca, pour juger les crimes du génocide. Même si ce système reste controversé, il montre que la réconciliation et la justice peuvent aussi puiser dans les formes locales d'organisation sociale.

Ces exemples montrent que l'Afrique n'a pas à choisir entre tradition et modernité : elle peut inventer une voie où les principes de Montesquieu se traduisent dans un langage culturellement approprié.

La démocratie comme compromis et négociation

Montesquieu n'avait pas peur du compromis ni du débat entre intérêts divergents. Pour l'Afrique, la leçon est claire : nous devons accepter que la démocratie soit un processus de négociation permanent entre État, communautés et citoyens. C'est en articulant institutions modernes et valeurs africaines que nous pourrons éviter les blocages, renforcer la confiance et empêcher la dérive autoritaire.

Une boussole pour l'avenir

Si Montesquieu inspire encore, c'est parce qu'il nous rappelle que la liberté ne résulte pas d'un seul pouvoir mais de leur équilibre. L'Afrique doit traduire ce principe dans son propre langage, en créant des constitutions enracinées dans nos réalités culturelles. C'est le seul moyen de dépasser les constitutions « vitrines » et d'édifier une démocratie qui soit à la fois universelle dans ses principes et africaine dans ses formes.

H. Niang
Citoyen lambda



Gouvernance publique : (Le Premier ministre ouvre la première session de validation des manuels de procédures



Une étape décisive vient d'être franchie dans la réforme de l'administration malienne. Le Premier ministre, ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, le Général de Division Abdoulaye Maïga, a présidé ce lundi la cérémonie d'ouverture de la première session de la Commission Nationale chargée de la validation des manuels de procédures administratives, opérationnelles, financières et comptables. La rencontre s'est tenue dans les locaux du Contrôle Général des Services Publics, en présence de plusieurs responsables administratifs et partenaires techniques.



Au cours de cette session inaugurale, pas moins de quatorze (14) projets de manuels seront étudiés par les membres de la commission. Ces documents ont pour objectif de normaliser le fonctionnement des services et organismes publics, en fixant des règles claires et uniformes pour l'exécution des tâches administratives, la gestion des finances publiques et le suivi comptable.

Pour le Contrôleur Général des Services Publics, Badra Alou Coulibaly, la mise en place de ces manuels constitue « un gage de transparence, de crédibilité et de bonne gouvernance » dans la gestion publique. Il s'agit, selon lui, d'un outil indispensable pour instaurer une culture de redevabilité et renforcer la confiance des citoyens dans les institutions.

Dans son intervention, le Premier ministre Abdoulaye Maïga a souligné que le contrôle in-

terne prend aujourd'hui « une nouvelle et plus grande dimension », à la lumière des priorités fixées dans la Lettre de Cadrage du Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta. Parmi ces priorités figurent la lutte contre la corruption, la prévention de la délinquance économique et financière, mais aussi l'amélioration de l'efficacité des services publics.

« Le gouvernement accorde la plus grande importance à la mise en place de manuels de procédures dans tous les services et organismes publics », a insisté le chef du gouvernement, estimant que ces outils permettront non seulement de prévenir les dérives, mais aussi de renforcer la performance de l'action publique.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre du Plan d'action du gouvernement pour la période 2025-2026, adopté par le Conseil National de Transition. L'axe 2 de ce plan accorde une place centrale à la gouvernance et à la transparence, avec des activités phares destinées à moderniser les pratiques administratives et à aligner les services publics sur des standards de bonne gestion.

L'ouverture de cette première session marque ainsi le début d'un processus qui pourrait



transformer durablement l'administration malienne. Elle intervient dans un contexte où la population exprime de fortes attentes en matière de lutte contre la corruption, de rationalisation des dépenses publiques et de respect des règles de gestion.

Pour de nombreux observateurs, la validation des manuels de procédures constitue une étape incontournable vers une administration plus professionnelle et plus crédible. En mettant fin aux pratiques improvisées et à l'opacité dans la gestion des affaires publiques, les autorités de transition cherchent à jeter les bases d'une gouvernance fondée sur la transparence, la rigueur et la responsabilité.

En somme, l'initiative lancée ce 18 août par le Premier ministre Abdoulaye Maïga symbolise la volonté des autorités de transition de tourner la page d'une administration marquée par des failles de gestion pour engager le Mali sur la voie d'un État moderne, régi par des règles claires et partagées.

Yacouba Ongoiba



Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

La sagesse malienne au service de la stabilité : Trois proverbes pour un avenir solidaire

Le Mali, pays riche en traditions et en valeurs communautaires, puise dans sa sagesse ancestrale des enseignements essentiels pour assurer sa stabilité



(Photo d'illustration)

Les rumeurs de ces dernières heures sont, à bien des égards, regrettables et n'auraient jamais dû se produire. L'avenir de notre nation repose indéniablement sur la réussite de cette Transition. Il est impératif que nous fassions bloc, dans un élan de cohésion nationale, autour du général d'armée Assimi Goïta, président de la Transition, dont le leadership est essentiel pour édifier un Mali prospère, stable et compétitif sur la scène internationale.

Par ailleurs, je me permets d'appeler une fois de plus le chef de l'Etat, le général d'armée Assimi Goïta, à une vigilance accrue face aux manœuvres sournoises des "rats du Palais", dont les agissements, pourraient compromettre les nobles ambitions de renouveau national.

Trois proverbes maliens illustrent la philosophie de l'unité et de la cohésion sociale.

Le soleil est l'ombre du village

Ce proverbe dogon rappelle que la communauté, comme le soleil, protège et nourrit chacun de ses membres. La stabilité du Mali repose sur cette force collective, où chaque individu trouve sécurité et soutien dans le groupe. Sans cette solidarité, le pays perdrait son équilibre.

Quand on se couche à deux, on se réveille à trois

Au-delà de son sens premier lié au mariage, ce proverbe symbolise l'entraide et la fécondité des alliances. La prospérité et la paix naissent de la collaboration. Dans un Mali divisé par les crises, ce message invite à renforcer les liens plutôt qu'à cultiver l'individualisme.

Si tu veux marcher vite, marche seul ; si tu veux marcher loin, marche avec les autres

Ce proverbe illustre avec justesse que la pérennité d'une nation repose sur la convergence des volontés. A travers le Dialogue inter-malien, les autorités de la Transition ont, me semble-t-il, manifesté une réelle intention de rassembler les forces vives du pays et d'accorder une oreille attentive à toutes les composantes de la société malienne. Toutefois, je me permets d'exhorter une nouvelle fois le président de la Transition à la plus grande vigilance à l'égard des "rats du Palais", dont les manœuvres ne visent trop souvent que des intérêts particuliers, au détriment de l'intérêt général.

Les défis auxquels le Mali est aujourd'hui confronté - qu'ils soient sécuritaires, politiques ou économiques - ne sauraient être relevés que par une démarche collective, inclusive et résolument tournée vers l'avenir.

Ces trois proverbes nous enseignent que la stabilité du Mali repose avant tout sur la préservation de son héritage communautaire. C'est dans l'unité, le dialogue et la solidarité nationale que le pays puisera la force de surmonter l'adversité et d'asseoir une résilience durable.

Mohamed Abdellahi Elkhalil, Sociologue/philosophe, Spécialiste des questions sociales et sécuritaires du Sahel, Écrivain

Source : Mali Tribune

Côte d'Ivoire : Laurent Gbagbo rejette le quatrième mandat de Ouattara et appelle à la mobilisation



L'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo a réaffirmé samedi à Yopougon son opposition catégorique à la candidature d'Alassane Ouattara pour l'élection présidentielle du 25 octobre prochain. Devant plusieurs milliers de partisans rassemblés, le chef du Parti des Peuples Africains – Côte d'Ivoire (PPA-CI) a qualifié d'« illégal » et « anticonstitutionnel » ce qu'il considère comme une tentative de quatrième mandat du président sortant.

« Je voudrais que vous alliez lui dire qu'il ne fera pas de quatrième mandat », a lancé M. Gbagbo, sous les applaudissements de ses militants. « Pourquoi quelqu'un pense-t-il qu'il peut faire quatre mandats ici en Côte d'Ivoire ? Je refuse », a-t-il insisté, promettant que « notre détermination est claire et sans faille : il n'y aura pas de quatrième mandat ».

Alassane Ouattara, 83 ans, a annoncé le 29 juillet sa candidature à l'élection présidentielle d'octobre 2025, arguant de la nécessité de répondre à des « défis sécuritaires, économiques et monétaires sans précédent ».

Le débat se cristallise autour de l'interprétation de la Constitution. En 2016, après son deuxième mandat, M. Ouattara a fait adopter une nouvelle loi fondamentale instaurant la Troisième République. Celle-ci limite à deux le nombre de mandats présidentiels. Sur cette base, le chef de l'État a estimé que son mandat de 2020 constituait un « premier mandat » sous la nouvelle Constitution, ouvrant la voie à une nouvelle candidature en 2025 pour ce qu'il considère comme son deuxième et dernier mandat.



Mais pour Laurent Gbagbo, le compte est clair : « Le troisième mandat de Ouattara, obtenu en 2020, était déjà anticonstitutionnel », a-t-il martelé, dénonçant une manipulation de la loi fondamentale au profit du pouvoir en place.

Au-delà de la question du mandat, Laurent Gbagbo a dénoncé l'exclusion de plusieurs figures de l'opposition de la liste électorale, notamment lui-même, l'ancien Premier ministre Guillaume Soro et le président du PDCI-RDA, Tidjane Thiam. Il a aussi exprimé son indignation face aux arrestations récentes de militants du PPA-CI, assurant leur apporter tout son « soutien et appui ».

« Nous ferons tout ce qu'il faut pour qu'ils soient libérés, mais sans céder sur le quatrième mandat », a-t-il averti.



L'ancien président a également ironisé sur une éventuelle marche annoncée par le RHDP, le parti au pouvoir, en faveur de la candidature de M. Ouattara. « Si eux marchent, nous allons marcher aussi. La Côte d'Ivoire va devenir un pays de marcheurs », a lancé M. Gbagbo, déclenchant des éclats de rire dans la foule.

À un peu plus de deux mois de l'élection présidentielle, le climat politique ivoirien reste tendu, marqué par des contestations autour du processus électoral, de l'éligibilité des candidats et de l'indépendance des institutions. Bien que déclaré inéligible en raison d'une condamnation judiciaire, Laurent Gbagbo a confirmé sa volonté de se présenter au scrutin, se disant « candidat contre le quatrième mandat » de l'actuel président.

Le bras de fer entre les deux figures majeures de la scène politique ivoirienne relance un vieux débat : celui de la limite des mandats présidentiels et de l'interprétation des Constitutions successives. Un débat qui pourrait encore raviver les tensions dans un pays marqué par une histoire récente de crises électorales douloureuses.

Moctar Sow

Sommet Alaska : Trump et Poutine affichent la cordialité



Le très attendu sommet entre Donald Trump et Vladimir Poutine, organisé vendredi sur la base militaire Elmendorf-Richardson en Alaska, s'est achevé sans annonce majeure ni plan concret pour un cessez-le-feu en Ukraine, malgré six heures d'échanges présentés comme « constructifs » par les deux dirigeants.

Pendant trois heures de discussions formelles, puis trois heures d'échanges plus informels, le président américain et son homologue russe ont affiché une entente cordiale, se présentant côte à côte devant un fond bleu estampillé « Pursuing Peace ». Mais les déclarations communes sont restées vagues et aucun communiqué final détaillant un accord n'a été publié.

Donald Trump, qui se plaît à se présenter comme un négociateur hors pair, a assuré que « très peu de points » restaient à régler pour parvenir à un accord. « L'un d'entre eux est probablement le plus important », a-t-il concédé, sans plus de précision. « Nous n'y sommes pas, mais nous avons fait des progrès. Il n'y a pas d'accord tant qu'il n'y a pas d'accord », a-t-il ajouté, avant de reprendre son vol vers Washington.

Vladimir Poutine a pour sa part évoqué un échange « constructif », affirmant espérer que « l'entente trouvée en Alaska apportera la paix ». Mais ni lui ni Trump n'ont répondu aux questions des journalistes. Les deux hommes se sont contentés d'une poignée de main et sont repartis sans conférence de presse.

Grand absent de ce rendez-vous, le président ukrainien Volodymyr Zelensky a dénoncé une rencontre qui s'est tenue alors que « les soldats russes continuent à tuer le jour des négociations ». Informé par Donald Trump « des principaux points » de ses échanges avec Vladimir Poutine, M. Zelensky doit rencontrer lundi le président américain à Washington.

Dans l'avion présidentiel Air Force One, Donald Trump a passé un « long appel » à son homologue ukrainien. La conversation s'est prolongée avec les principaux alliés occidentaux lors d'une visioconférence d'une heure réunissant Ursula von der Leyen, Emmanuel Macron, Friedrich Merz, Keir Starmer et le secrétaire général de l'Otan Mark Rutte.



En amont du sommet, plusieurs chancelleries européennes redoutaient que Donald Trump n'évoque l'hypothèse de concessions territoriales à la Russie. Moscou exige toujours que Kiev cède les régions de Donetsk, Lougansk, Zaporijjia et Kherson, en plus de la Crimée annexée en 2014, et qu'elle renonce aux livraisons d'armes occidentales et à toute adhésion à l'Otan.

Des conditions jugées inacceptables par Kiev, qui réclame un cessez-le-feu immédiat, sans condition, et des garanties de sécurité pour l'avenir. « En dernier ressort, cela dépend d'eux », a simplement commenté Donald Trump à propos des Ukrainiens, semblant renvoyer la responsabilité de la paix à Kiev.

Si aucune avancée n'a été enregistrée, le sommet marque en revanche le retour spectaculaire de Vladimir Poutine sur la scène diplomatique internationale, plus de trois ans après le déclenchement de la guerre en Ukraine. Le président russe a conclu la rencontre sur une note légère, lançant en anglais à son homologue américain : « La prochaine fois à Moscou ». Donald Trump a répondu dans un sourire : « J'imagine que cela pourrait arriver ».

À moins de trois mois de l'élection présidentielle américaine, ce premier face-à-face entre les deux dirigeants illustre à la fois la volonté affichée de Donald Trump de s'ériger en artisan de la paix, et les limites d'une diplomatie encore suspendue à de profondes divergences sur le terrain.

La redaction



Transfert : Deux joueurs maliens de Montpellier s'envolent vers de nouveaux horizons

Deux des sociétaires de Montpellier de la saison dernière, Falaye Sacko et Boubacar Kiki Kouyaté, ont pris la décision de quitter le club français suite à sa relégation en 2e division. Ces deux joueurs maliens ont opté pour des destinations différentes pour poursuivre leur carrière footballistique.

Falaye Sacko, à un an de la fin de son contrat avec Montpellier, a choisi de s'envoler vers l'Azerbaïdjan pour rejoindre le club de Neftçi PFK. Agé de 28 ans, Sacko a déjà évolué dans plusieurs pays tels que la Hongrie, la Belgique et le Portugal. Sa nouvelle aventure en Azerbaïdjan marque le début d'un nouveau chapitre dans sa carrière, lui qui a signé un contrat de 2 ans avec une option pour une année supplémentaire. Neftçi PFK, son nouveau club, a terminé à la 6e place du dernier championnat local, tandis que Montpellier a malheureusement été relégué en 2e division.

Quant à Boubacar Kiki Kouyaté, après trois saisons passées au sein de Montpellier, il a décidé de rejoindre la Belgique pour signer un contrat de 3 ans avec le Royal Antwerp FC, évoluant en Jupiler Pro League (D1 belge). Kouyaté, âgé de 28 ans, était un élément clé de la défense de Montpellier et son transfert vers la Belgique a été officialisé récemment. Arrivé du FC Metz en janvier 2023 pour une somme estimée à 6 millions d'euros, Kouyaté a pris la décision de quitter la France pour relever ce nouveau défi.

Ces départs successifs de Falaye Sacko et Boubacar Kiki Kouyaté marquent la fin d'une ère pour Montpellier, qui devra composer sans ces deux joueurs talentueux lors de sa campagne en 2e division. Les supporters du club français leur souhaitent le meilleur pour la suite de leur carrière dans leurs nouveaux clubs respectifs.

Fatou Sissoko



HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Ce mardi 19 août, vous êtes mieux dans votre peau et vous le sentez. N'abusez pas de votre aura, laissez couler les événements. Ce sont les autres qui seront un frein à votre vitalité, on vous en demande trop, ou bien vous avez cette impression.
Est-ce votre côté passionné qui vous fait avancer à grands pas ? La réponse est oui, vous êtes quelqu'un de réceptif et aujourd'hui ce sont toutes les bonnes énergies que vous arriverez à capter. Des facilités seront présentes.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous profiterez d'une agréable ambiance amicale dans laquelle l'humour sera dominant. Attendez un autre jour pour les dialogues de fond. Il serait positif d'activer votre énergie, par le biais du sport et en vous aérant.
Ce mardi 19 août, il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous éprouvez une confiance en vous bien plus vaste, davantage d'aisance en public, de liberté d'expression. C'est dans la détente mentale que vous trouverez le plus sûr moyen de vous ressourcer ce mardi 19 août. Évadez-vous dans un art.
Les astres vous couvent, ce soutien vous fait le plus grand bien. Un état serein qui se lit sur votre visage. Vous êtes empreint d'un bien-être communicatif. Vous ne manquerez pas d'idées si vous avez un projet en tête.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Ne vous laissez pas dérouter par les réactions de votre entourage, gardez vos résolutions et votre cap. Votre énergie est en légère baisse, fuyez les activités trop intenses et prenez le temps de vous reposer.
Ce mardi 19 août, vous allez vous sentir plus à l'aise en société. Vous serez content de vous, vous irez au-devant des autres en toute confiance. Le moment est idéal pour tisser de nouveaux liens et ouvrir de nouvelles portes.

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre bonne humeur vous ouvre de nouvelles portes, c'est le moment de nouer des contacts inédits. Vous retrouvez de l'énergie et savez l'utiliser à bon escient, profitez-en pour vous remettre à une activité sportive.
Ce mardi 19 août, vous arriverez à mieux contrôler vos pensées et à ne pas vous laisser submerger par votre hypersensibilité. Ainsi, vous pourrez vous concentrer sur l'essentiel, trouver des solutions efficaces et vous recentrer sur vos véritables envies.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Un délai sera nécessaire pour consolider votre projet. Ne baissez pas les bras pour autant. Gardez le cap en vous montrant patient. Votre distraction peut vous coûter des étourderies inutiles. Modérez vos paroles et vos gestes ce mardi 19 août. Vous êtes plus serein, davantage enclin aux compromis. Votre sociabilité est votre atout majeur aujourd'hui. Alors, si des brouilles persistaient autour de vous, le moment est venu d'y mettre terme et de réinstaurer l'harmonie dans vos échanges. Vous avez tout à y gagner !

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Ce mardi 19 août, votre condescendance va passer pour de la faiblesse, soyez vigilant et surtout sélectif. Vous aurez l'énergie pour aller au bout de vos projets. L'essentiel sera de savoir vous arrêter en fin de journée !
Sans doute est-ce le moment pour vous de renoncer à vos vieilles peurs et à votre habituelle position de repli. Il n'est plus l'heure de prendre du recul mais d'oser... être heureux. Faites confiance à l'avenir mais surtout à vous-même...

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous prendrez un grand plaisir à être l'avocat du diable... Attendez-vous à susciter des réactions très variées ! Des signes de fatigue se font sentir, vous pourrez vous permettre de lever le pied en toute discrétion, n'hésitez pas à le faire.
Ce mardi 19 août, vous êtes prêt à agir avec efficacité et enthousiasme. Votre entourage est ravi de votre comportement. En effet, vous n'hésitez pas à prendre les choses en main pour assumer vos responsabilités et donner de nouvelles couleurs à votre quotidien.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Ne laissez pas les autres prendre en charge vos démarches personnelles, vous risquez des erreurs ! Des accès de nervosité sont en vue, vous n'aurez guère envie de temporiser, il le faudra pourtant, ne serait-ce que pour tenir la distance.
Ce mardi 19 août, vous êtes conscient de l'énorme quantité d'amour et d'affection qui vous entoure. Profitez de l'occasion pour déclarer vos sentiments et faire savoir aux personnes de votre entourage que vous les aimez. Vous serez de toute façon d'excellente humeur !

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous aurez tendance à parler trop vite, ce mardi 19 août. Évitez les gaffes, réfléchissez autrement, et surtout restez modéré. À force d'argumenter sans fin pour défendre votre cause, vous vous sentez vidé. Fuyez les bavardages stériles!
Vous serez tout à fait insaisissable pour votre entourage. Une escapade serait la bienvenue pour vous ressourcer et réfléchir à une façon plus positive d'exprimer vos émotions et avoir ainsi des réactions plus claires.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous serez tout naturellement porté à collaborer de plus près avec votre entourage, satisfactions en vue ! Vous êtes plus raisonnable dans la gestion de vos énergies, c'est le moment de développer votre endurance.
Ce mardi 19 août, même si la réalité vous rattrape vous ne baissez pas les bras. Vous avez décidé de voir les choses de façon positive plutôt que de vous mettre la pression. Votre état d'esprit est favorable vous n'avez plus qu'à continuer d'y croire.

Poisson (19 février - 21 mars)

Vos doutes se muent en certitudes, vous verrez enfin clair dans les intentions de certaines personnes et vous pourrez rectifier votre attitude en conséquence, tout en nuances. Votre route est facilitée.
Ce mardi 19 août, vous avez mille projets en tête et l'impression de manquer de temps pour les réaliser ? Ne craignez rien et avancez pas à pas : aucune planète ne semble vouloir durablement perturber vos plans ou vos envies, gardez confiance.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com